

Donnez une voix aux préoccupations des médecins de famille et de l'enfance au sein du Palais fédéral!

Elections 2019: médecine et politique

Sandra Hügli-Jost

Responsable communication mfe

Les élections au Parlement fédéral auront lieu le 20 octobre 2019. A cette occasion, les 200 membres du Conseil national et 45 des 46 membres du Conseil des Etats seront élus. La nouvelle législature durera 4 ans, jusqu'en 2023. En tant qu'association professionnelle politique des médecins de famille et de l'enfance, ces élections nous intéressent beaucoup, car le nouveau Parlement devra poser des jalons importants en matière de politique de santé. Nous vous présentons dès lors dans de brèves interviews «nos» candidats issus du corps médical. Par ce biais, notre association professionnelle émet également une recommandation de vote concrète. Nous, médecins de famille et de l'enfance, avons besoin de parlementaires engagés au sein de la Confédération et dans les cantons. Alors soutenez nos candidats. Nous souhaitons beaucoup de succès à tous les médecins de famille et pédiatres engagés dans la politique! Les candidats issus de la médecine générale se présentent brièvement dans le numéro actuel.

Angelo Barrile, PS, canton de Zurich, médecin de famille, spécialiste FMH en médecine interne générale



J'ai 43 ans, je suis né à Winterthour et j'ai grandi à Pfungen au sein d'une famille d'ouvriers siciliens. J'ai étudié la médecine à l'université de Zurich et j'ai travaillé en tant que médecin-assistant en médecine, en chirurgie et, pendant de longues années, en psy-

chiatry. Depuis 2012, j'exerce en tant que médecin de premier recours dans un cabinet de médecine de famille. Déjà depuis mes études, je suis également actif en politique au sein du PS, que j'ai eu l'honneur de représenter au sein du Grand Conseil zurichois de 2010 à 2015. Depuis 2015, je suis Conseiller national et je me vois au sein du Parlement fédéral comme un porte-parole du personnel de santé et des préoccupations des patients. Outre mon mandat de Conseiller national, je suis entre autres engagé en tant que vice-président de l'ASMAC Suisse, membre du comité de l'association Kinder-spitex Zürich (prestations de soins à domicile pour les enfants), président de l'association Sexuelle Gesundheit Zürich (autrefois appelée Zürcher Aids-Hilfe) et président de la NAS-CPA (Coordination politique des addictions). Je vis en partenariat enregistré et durant mon temps libre, je me ressource dans ma famille et avec mes amis, je lis ou je profite de la nature.

Pour quelles priorités politiques voulez-vous vous engager d'une manière générale?

En tant que médecin de famille, je connais bien non seulement les tracas des patients mais aussi la situation des professions de

santé. Ces deux groupes sont encore trop peu entendus dans la Berne fédérale. Je m'engage pour que ce ne soient pas les intérêts des lobbys à forte capacité financière mais les patients et le personnel de santé qui soient placés au cœur des décisions. A l'avenir également, les soins médicaux en Suisse doivent rester accessibles à tous et de bonne qualité. Et ces soins peuvent aussi avoir un coût. Par conséquent, je m'engage également pour que les primes des caisses-maladie baissent pour les ménages, par ex. en tant que membre du comité d'initiative de l'initiative d'allègement des primes du PS. Personne ne devrait avoir à payer plus de 10% de ses revenus pour les primes des caisses-maladie.

Par ailleurs, je m'engage pour l'égalité des chances de tous les membres de notre société, indépendamment de leur sexe, de leur origine et de leur mode de vie. Je soutiens l'égalité pour tous les sexes. Les discriminations liées à l'origine, au sexe, à l'orientation sexuelle ou à l'identité sexuelle ainsi que la haine et l'hostilité à l'encontre des minorités n'ont pas leur place dans notre société et doivent disparaître. Par conséquent, je me bats en première ligne pour l'élargissement de la norme pénale antiracisme, pour une interdiction des symboles nazis et pour un mariage civil pour tous.

Quiconque est né et a grandi ici, ou vit ici, est ici chez lui et doit aussi avoir son mot à dire. Je m'engage pour que la procédure de naturalisation soit globalement facilitée et pour que les personnes de la deuxième génération reçoivent automatiquement la nationalité suisse. En tant qu'enfant de la deuxième génération, je connais les préoccupations du quart de la population qui n'a pas le droit de vote en Suisse. Je souhaite également représenter cette partie de la population dans la Berne fédérale et lui conférer une voix.

Selon vous, quel thème politique ne bénéficie pas de l'attention nécessaire au Parlement?

Il y en a quelques-uns. Mais si nous nous en tenons à la politique de santé, il est trop souvent question des coûts et des mesures d'économie. D'après moi, nous avons en Suisse un système de santé de grande qualité et accessible à tous. Nous pourrions plus souvent exprimer au sein de la sphère politique que nous apprécions cela et que cela peut également coûter quelque chose. De l'argent, il y en a suffisamment, mais il faudrait redéfinir les priorités. En effet, dans toute la discussion autour des coûts de santé, on oublie quelque chose: la plupart des mesures discutées jusqu'à présent pour abaisser les coûts de santé ne peuvent

pas être mises en œuvre sans qu'il y ait une détérioration pour les principaux intéressés. Cela implique soit une détérioration de la qualité des prestations médicales, soit une détérioration pour le personnel de santé, soit un allongement des temps d'attente pour les patients. Cet aspect devrait également être pris en compte dans les discussions.

Que signifie la médecine de premier recours pour vous et comment voyez-vous l'avenir des médecins de premier recours en Suisse?

Malgré les prévisions pessimistes, notre travail ne pourra jamais être fait par un robot ou un algorithme. Dans la médecine de famille, et c'est ce qui me plaît énormément dans notre métier, le contact interhumain et personnel occupe une place centrale. Nous, médecins de famille, sommes les seuls à connaître suffisamment bien nos patients et pouvons ainsi assumer la fonction essentielle de «gatekeeper». La médecine de premier recours sera également centrale à l'avenir, si nous voulons garantir une médecine de qualité au plus faible coût

possible. Toutefois, j'estime que la collaboration interdisciplinaire doit être encouragée et honorée pour la médecine de premier recours, ce qui n'est guère le cas aujourd'hui.

mfe s'engage pour les préoccupations des médecins de famille et de l'enfance.

Quelles devraient être selon vous les priorités de politique professionnelle de l'association les 5 prochaines années?

mfe continue à défendre nos intérêts politico-professionnels à nous, les médecins de premier recours, et à se battre pour que nous ayons à nouveau plus de temps à consacrer à la prise en charge directe des patients et aux indispensables prestations en l'absence du patient. En outre, mfe doit s'engager pour que le travail interdisciplinaire, tel que nous le vivons au quotidien, soit également valorisé financièrement. Certaines prestations que les assistantes médicales accomplissent déjà depuis longtemps aussi bien que nous, médecins, doivent également être indemnisées en conséquence.

Une autre priorité est de maintenir à un niveau le plus élevé possible l'attractivité de la médecine de premier recours. C'est le seul moyen pour que la relève du cabinet soit assurée pour les collègues plus âgés et pour que les jeunes ne délaissent pas la profession.

A quoi ressemble votre propre «formule d'une Suisse en bonne santé»?

Il n'existe malheureusement pas de formule qui donne la santé à la Suisse à une juste dose. Mais dans tous les cas, le personnel de santé et les patients doivent à nouveau avoir un plus grand mot à dire dans la prise de décision politique, afin que des solutions capables de rallier la majorité soient trouvées.

Et nous savons une chose: chaque franc qui est investi dans la formation et dans la prévention rend les gens en meilleure santé et épargne des coûts ultérieurs. Les ressources financières nécessaires devront donc être mobilisées à l'avenir, car ce que je préfère au fond, c'est que les gens ne tombent même pas malades...

Fredi Bärtschi, PEV, canton d'Argovie, médecin de famille, spécialiste FMH en médecine interne générale



Depuis 2010, je travaille dans un cabinet de médecine de famille de groupe avec deux autres médecins. A l'issue de ma formation initiale de laborantin en chimie, j'ai obtenu ma maturité pour adultes et suivi des études de médecine à l'université de Zurich.

J'ai trois enfants et je suis déjà engagé en politique depuis de nombreuses années. J'ai notamment été conseiller communal à Baden (5 ans) et je suis aujourd'hui encore membre de la commission sociale de la ville de Baden. J'ai été président de la section régionale du PEV de Baden et depuis 2019, je suis membre du comité du PEV de la section du district de Brugg.

Dans mon temps libre, je fais partie du service actif des sapeurs-pompiers depuis 1990 et je suis membre du comité (trésorier) de l'association des sapeurs-pompiers de Windisch-Habsburg-Hausen depuis 2010. Par ailleurs, j'ai dirigé un cercle de qualité de 2010 à 2018. Le tennis, la danse et le modélisme sont des loisirs que je savoure.

Pour quelles priorités politiques voulez-vous vous engager d'une manière générale?

Mes priorités sont clairement les questions liées à la politique sociale et à la politique de santé.

Selon vous, quel thème politique ne bénéficie pas de l'attention nécessaire au Parlement?

La reconnaissance des médecins de premier recours que sont les médecins de famille et de l'enfance reste toujours insuffisante et n'est pas assez abordée. S'agissant des questions médicales et sanitaires, on entend malheureusement encore trop souvent que les médecins perçoivent des rémunérations trop élevées et que les prestations médicales sont trop chères. Dans mon propre travail, je constate toutefois que les médecins de premier recours (bien

sûr, il existe toujours des exceptions) font une utilisation responsable des ressources financières et médicales.

Que signifie la médecine de premier recours pour vous et comment voyez-vous l'avenir des médecins de premier recours en Suisse?

Une très bonne médecine de premier recours est proposée dans les cabinets médicaux, il suffit de jeter un œil au-delà de nos frontières nationales pour en avoir la confirmation. Dans mon environnement, je constate que de plus en plus de jeunes médecins s'intéressent à nouveau à la médecine de famille et optent pour cette voie avec conviction. Grâce aux cabinets de groupe qui se multiplient, il est possible d'exploiter énormément de synergies et d'atteindre un précieux équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

mfe s'engage pour les préoccupations des médecins de famille et de l'enfance.

Quelles devraient être selon vous les priorités de politique professionnelle de l'association les 5 prochaines années?

Ce sera clairement de continuer à renforcer la position des médecins de famille et de l'enfance. Nous devons continuer à faire

front commun. Nous sommes soutenus par un très grand nombre de patients, qui entretiennent une relation étroite de longue date avec leurs médecins.

A quoi ressemble votre propre «formule d'une Suisse en bonne santé»?

Je pense que nous vivons toujours dans un

pays riche, mais que les ressources sont réparties injustement. D'après moi, la croissance économique actuelle, avec des processus de maximisation des profits, ne peut plus se faire aux dépens des plus faibles. Nous devons responsabiliser davantage les grands groupes.

Marina Carobbio Guscetti, PS, canton du Tessin, présidente du Conseil national, spécialiste FMH en médecine interne générale



Je m'appelle Marina Carobbio et je suis née en 1966 à Lumino/Tessin. Je suis mariée à Marco Guscetti et mère de deux enfants: Matteo (1996) et Laura (2004). Depuis 2007, je suis Conseillère nationale et actuellement, je suis membre de la Com-

mission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national. Pour la période 2018–2019, je suis présidente du Conseil national suisse. Je suis engagée dans plusieurs fédérations et associations dans les domaines du social, de la santé, de l'environnement et de l'humanitaire (www.marinacarobbio.ch).

Pour quelles priorités politiques voulez-vous vous engager d'une manière générale?

Je m'engage pour:

- la diminution des primes des caisses-maladie et la garantie d'un système de santé qui soit également qualitatif et accessible à chacun à l'avenir,
- une Suisse plurilingue, qui est attentive aux minorités,
- des salaires et des conditions de travail dignes,
- une meilleure qualité de vie et une protection de l'environnement conséquente,
- une véritable égalité entre les sexes.

Selon vous, quel thème politique ne bénéficie pas de l'attention nécessaire au Parlement?

L'augmentation continue des primes des caisses-maladie et des coûts de la santé est assurément au cœur des débats politiques. Toutefois, des réponses adéquates ne sont pas trouvées, notamment en raison des in-

térêts souvent contradictoires. En 20 ans, les primes ont plus que doublé, tandis que les salaires et pensions n'ont qu'augmenté de façon limitée. Des primes toujours plus élevées, des coûts de traitements non pris en charge par l'assurance-maladie obligatoire, des franchises et des participations aux coûts: autrement dit, des dépenses qui ont de lourdes répercussions sur le budget des ménages, avant tout de ceux qui ne perçoivent qu'une subvention minime pour la réduction de la prime d'assurance-maladie ou font partie de la catégorie de revenus moyens et ne peuvent dès lors même pas prétendre à une réduction de la prime d'assurance-maladie. Si nous ne faisons rien, nous risquons de voir apparaître un système de santé à deux vitesses: d'un côté, les personnes qui peuvent se permettre n'importe quelle dépense; de l'autre, les personnes qui doivent renoncer à un traitement ou s'exposent à une franchise très élevée. Nous devons freiner l'augmentation des coûts de santé et ainsi également abaisser les primes des caisses-maladie. En même temps, la qualité des soins de santé doit être garantie. D'une part, les primes des caisses-maladie ne doivent pas représenter plus de 10% du revenu disponible des ménages. D'autre part, nous devons réduire les dépenses pour les prestations inutiles, abaisser les coûts des médicaments et promouvoir de nouveaux modèles de prise en charge interdisciplinaire, et ainsi valoriser la médecine de famille et les prestations de soins.

Que signifie la médecine de premier recours pour vous et comment voyez-vous

l'avenir des médecins de premier recours en Suisse?

L'augmentation des maladies chroniques et la nécessité de garantir des soins extrahospitaliers aux patients âgés, aux personnes souffrant d'affections de longue durée et aux patients en situation palliative requièrent un renforcement de la médecine de famille et de l'interprofessionnalité. En octobre 2018 s'est tenue à Astana (Kazakhstan) la Conférence mondiale sur les soins de santé primaires, avec comme objectif de parvenir à une médecine de premier recours généralisée et de concrétiser les objectifs pour un développement durable. Les participants à la conférence ont à juste titre fait avancer les débats sur la nécessité d'investissements dans la médecine de premier recours. L'accès aux soins de santé est bien entendu un problème grave dans les pays défavorisés, mais en même temps, nous devons également nous en préoccuper en Suisse. Le droit à la santé pour tous présuppose en effet un renforcement de la médecine de premier recours, notamment en raison du rôle essentiel que jouent les médecins de famille dans la prévention, le traitement et la prise en charge en étroite collaboration avec le personnel soignant.

mfe s'engage pour les préoccupations des médecins de famille et de l'enfance.

Quelles devraient être selon vous les priorités de politique professionnelle de l'association les 5 prochaines années?

Nous devons continuer à sensibiliser les jeunes médecins à l'importance et à la pertinence de la médecine de famille. Par ailleurs, nous devons continuer à dévelop-

per l'interprofessionnalité et la coordination dans la médecine de premier recours afin de pouvoir prendre en charge de façon optimale les malades chroniques. Je suis convaincue que l'association Médecins de famille et de l'enfance Suisse peut et doit jouer un rôle décisif pour éviter les traitements inutiles («Smart Medicine»).

A quoi ressemble votre propre «formule d'une Suisse en bonne santé»?

L'avenir de notre pays dépend de la solidarité dont nous faisons preuve vis-à-vis des personnes qui ont des problèmes et de notre capacité à ne pas abandonner les plus faibles. Il dépend toutefois aussi de notre aptitude à octroyer un espace approprié à toutes les personnes qui forment le pays: les femmes

et les hommes d'origines et de cultures diverses, avec différents métiers. La formule est la solidarité, et cela vaut aussi pour notre système de santé, qui doit également garantir à l'avenir des traitements de qualité et un accès généralisé aux soins de santé. A cet effet, nous avons besoin de solutions reposant sur une base la plus large possible.

Pierre-Alain Fridez, PS, canton du Jura, spécialiste FMH en médecine interne générale



Médecin de famille à Fontenais.
Marié, 4 enfants, 2 petits-enfants.
Ancien maire de Fontenais, ancien député au Parlement jurassien.
Conseiller national depuis 2011 (parti socialiste).
Membre de l'Assemblée

parlementaire du Conseil de l'Europe, vice-président de la commission des migrations
Président de la CORAASP, membre de la commission politique mfe.

Pour quelles priorités politiques voulez-vous vous engager d'une manière générale?

Renforcement de la protection sociale, des soins médicaux de qualité à un prix abordable pour les usagers (réforme du système de paiement des coûts basée sur les moyens disponibles des gens: initiative PSS / limitation du coût des primes au 10% maximum du revenu), protection de l'environnement, renforcement de l'AVS.

Selon vous, quel thème politique ne bénéficie pas de l'attention nécessaire au Parlement?

L'organisation de notre système d'assurance. Vu la présence de nombreux parlementaires liés aux caisses-maladie, ce dossier n'évolue pas. Je suis par exemple favorable à une caisse unique, beaucoup plus de prévention basé sur un renforcement de la médecine de premier recours.

Que signifie la médecine de premier recours pour vous et comment voyez-vous l'avenir des médecins de premier recours en Suisse?

L'essentiel de la population a besoin de soins de base, de mesures d'ordre éducatif et de prévention, le grand défi concerne le vieillissement de la population et la nécessité de disposer de médecins de premier recours sur l'ensemble du territoire... (relève)

mfe s'engage pour les préoccupations des médecins de famille et de l'enfance.

Quelles devraient être selon vous les priorités de politique professionnelle de l'association les 5 prochaines années?

Assurer la relève des médecins généralistes dont l'âge moyen devient inquiétant: former plus de généralistes (Bravo Uni Fribourg!), et améliorer leur statut et leur reconnaissance.

A quoi ressemble votre propre «formule d'une Suisse en bonne santé»?

Un pays composé de personnes heureuses, vivant une existence harmonieuse dans leur vie privée et professionnelle, adeptes de la prévention, mangeant sainement, bougeant, ne fumant pas....dans un pays et un monde qui se seront enfin décidés à relever les défis du réchauffement climatique...

Yvonne Gilli, les Verts, canton de Saint-Gall, spécialiste FMH en médecine interne générale et membre du Comité central de la FMH



Métier initial d'infirmière. Maturité comme seconde formation et études de médecine à l'université de Zurich. Médecin de famille dans son propre cabinet de groupe depuis 1996. En plus du titre de spécialiste en médecine interne générale, diverses formations

postgraduées: médecine traditionnelle chinoise ASA, homéopathie classique SSMH, psychothérapie corporelle IBP.

Concernant mon parcours politique, j'ai d'abord été membre de l'ASMAG, puis membre du parlement communal et cantonal, ensuite membre du

Conseil national (2007–2015) et depuis 2016, je suis membre du Comité central de la FMH (responsable du département Numérisation / eHealth). Côté vie privée, je suis mère de trois garçons déjà adultes. Depuis des années, je m'engage dans le cadre des objectifs de développement de l'ONU pour la santé sexuelle et reproductive des femmes. Au niveau international, j'ai été membre durant 6 années du Forum parlementaire européen à Bruxelles. Et aujourd'hui, je suis encore engagée en tant que présidente du Conseil de fondation de Santé Sexuelle Suisse.

Je puise mes ressources et mon équilibre dans la méditation quotidienne, dans la nature, ainsi que dans mon cercle familial et amical.

Pour quelles priorités politiques voulez-vous vous engager d'une manière générale?

En tant qu'ancienne Conseillère nationale des Verts et médecin, mes priorités sont clairement la politique environnementale et la politique de santé. Ces deux domaines nous confrontent à d'énormes défis sociétaux, que j'aimerais également relever selon une conception humaniste.

Selon vous, quel thème politique ne bénéficie pas de l'attention nécessaire au Parlement?

Une grande attention est certes accordée à la politique de santé, mais avec un recours largement insuffisant à l'expertise des professionnels de santé, qui découvrent les conséquences des conditions-cadres lors de leur contact direct avec les patients. Cela commence par des exigences simples suite à un plafonnement des coûts et se termine par la numérisation – les mots-clés correspondants pour l'avenir seraient «médecine à deux vitesses» et «charge administrative disproportionnée».

Que signifie la médecine de premier recours pour vous et comment voyez-vous l'avenir des médecins de premier recours en Suisse?

La médecine de premier recours est la pièce maîtresse de tout système de santé. Mais à l'avenir, sa place au sein du système de santé n'est pas assurée. Notamment du fait des nouvelles technologies mais également en raison de la pression permanente sur les

coûts, la médecine de premier recours risque d'être sacrifiée sur l'autel du commerce.

Quant à ma responsabilité politique, je me vois comme une défenseuse d'une médecine de premier recours de grande qualité. Des possibilités de formation continue et postgraduée attractives, des tarifs basés sur l'économie d'entreprise et une liberté de traitement en font partie. Si je devais là aussi choisir un mot-clé: je m'engage pour davantage d'incitations pour les professions relevant de la médecine de premiers recours et pour moins de réglementations contraignantes.

mf s'engage pour les préoccupations des médecins de famille et de l'enfance.

Quelles devraient être selon vous les priorités de politique professionnelle de l'association les 5 prochaines années?

– Une coopération continue et étroite avec les médecins élus en Suisse,

– Le renforcement de la cohésion interprofessionnelle de toutes les professions de santé œuvrant dans la médecine de premier recours,

– La sensibilisation de la sphère politique et publique aux préoccupations des médecins de famille et de l'enfance, car le fait que ces sphères se sentent concernées par les réglementations politiques (par ex. budgets globaux) a des répercussions directes sur la prise en charge des patients.

Ces mesures ont toutes pour objectif d'accroître le poids politique face aux décideurs, à l'instar d'une lutte sumo.

A quoi ressemble votre propre «formule d'une Suisse en bonne santé»?

D'avantage de médecins de famille et de l'enfance pour la Suisse!

Blaise Vionnet, Vert'libéraux, canton de Vaud, spécialiste FMH en médecine interne générale, spécialiste FMH en médecine tropicale et médecine des voyages



Je suis né en 1956 à Neuchâtel et j'ai obtenu mon diplôme de médecin en 1980. Mon parcours m'a conduit à Liverpool puis au Cameroun et je me suis installé à Echallens en 1994, d'abord seul puis en cabinet de groupe.

Je suis marié, père de trois enfants adultes et grand-père de trois petits-enfants.

Je suis préoccupé par notre environnement et par le souci de l'héritage que nous laisserons à nos enfants et petits-enfants. Le parti vert'libéral, qui met la priorité sur l'avenir de notre planète et l'innovation, est le parti dans lequel je m'identifie le mieux. Je me suis engagé en 2010 avec les Vert'libéraux. J'étais candidat au Conseil national en 2015 et j'ai décidé de me représenter une nouvelle fois cette année. Je suis également membre des délégués suisses du parti vert'libéral et je suis Conseiller communal.

Pour quelles priorités politiques voulez-vous vous engager d'une manière générale?

Notre maison brûle et nous regardons ailleurs...

Cette phrase a été prononcée par Chirac au sommet mondial du développement durable en 2002. Qu'avons-nous fait pendant ces 17 années? Il y a urgence à changer le cours de l'histoire. Au sein des Vert'libéraux, l'écologie n'est pas un simple slogan de campagne politique, elle est un état d'esprit. Les Vert'libéraux, avec leur stratégie «Cool down 2040», proposent des mesures pour arriver à zéro émission de gaz à effet de serre d'ici à 2040. Si je suis élu, je m'engagerai afin de sauvegarder notre planète pour le bien des générations futures.

Je m'engage pour la durabilité de notre système de santé. Je propose la revalorisation et le renforcement de la médecine de famille. Elle est le fondement de notre système de santé et permet de résoudre la majorité des problèmes de santé en stabilisant

les coûts. J'apporte mon soutien inconditionnel au projet de *smarter medicine*. Je souhaite développer les directives anticipées pour les rendre facilement utilisables. Et je m'engage à favoriser l'interdisciplinarité.

Je m'engage pour une politique des transports respectueuse de l'environnement en favorisant la mobilité douce. De ce fait, je ne pense pas qu'il soit opportun de multiplier les voies de nos autoroutes.

Je m'engage pour une ouverture avec l'Europe. Nous avons besoin des relations bilatérales. Elles sont nécessaires à la compétitivité et à la survie de nos entreprises et favorisent les échanges scientifiques.

Selon vous, quel thème politique ne bénéficie pas de l'attention nécessaire au Parlement?

Avec la majorité actuelle du Parlement, il est très difficile de faire passer des projets sur le plan écologique. Or, il est urgent de définir les mesures à prendre pour limiter nos émissions de gaz à effet de serre.

Tous les acteurs du système de santé se rejettent la balle en disant que c'est à l'autre de faire un effort. Il est urgent de pouvoir s'asseoir à la même table et trouver des solutions. Il n'est plus possible de continuer d'assister chaque année à la montée de nos primes.

Il est urgent de réformer notre système de retraite. Elever l'âge de la retraite est une nécessité pour la durabilité de notre système de retraite, mais ne sera pas une mesure suffisante.

Notre économie dépense 1 frs sur 2 avec l'Europe et nos PME ont besoin de liens étroits avec l'Europe. Il est urgent de signer les accords-cadres pour donner une stabilité à nos entreprises.

Que signifie la médecine de premier recours pour vous et comment voyez-vous l'avenir des médecins de premier recours en Suisse?

Les soins de santé primaire sont les soins de base, accessibles pour tous, dans des délais acceptables pour tous, à un prix raisonnable. Ils devraient être prodigués par les médecins de premier recours, mais aussi par d'autres professions comme les pharmaciens, les infirmières, les soins à domicile et cela avec une coordination exemplaire et avec un respect de la complémentarité de chaque intervenant. Les soins de santé primaire nous obligent à réfléchir aux ressources disponibles et à leur répartition équitable pour l'ensemble de la population.

mfe s'engage pour les préoccupations des médecins de famille et de l'enfance.

Quelles devraient être selon vous les priorités de politique professionnelle de l'association les 5 prochaines années?

L'avenir devrait se faire en continuant de promouvoir la formation des médecins de premier recours, en rendant cette formation attractive, tant sur le plan des places d'études et de stage que sur le plan financier. Pour envisager des coûts de santé durables, il sera nécessaire d'inverser le rapport entre spécialistes et médecins de premier recours.

Dans les années à venir, l'interdisciplinarité sera une nécessité pour limiter l'ascension des coûts de la santé.



ID 78769376 © Andrianocz | Dreamstime.com

Le développement de Smarter Medicine est un élément important pour notre avenir. Cette approche de la santé devrait permettre une stabilisation des coûts.

La gestion des urgences sera également un enjeu majeur des prochaines années.

Les cantons devraient pouvoir définir leurs besoins réels en médecins et déterminer le nombre de nouvelles installations dont ils ont vraiment besoin.

Le virage de l'hospitalier vers l'ambulatoire est nécessaire, mais il nécessite un financement uniforme des prestations ambula-

toires et stationnaires, afin d'éviter une nouvelle hausse des contributions dans l'assurance de base.

Le Conseil fédéral veut favoriser des projets pilotes pour baisser les coûts de la santé. Le projet de la caisse publique soutenu en Suisse romande pourrait faire partie d'un tel projet.

Il devient urgent de pouvoir disposer dans toute la Suisse du dossier électronique du patient permettant une meilleure coordination des soins.

A quoi ressemble votre propre «formule d'une Suisse en bonne santé»?

Une médecine de famille forte.

Une plus grande transparence des assureurs et des prestataires de soins.

Une collaboration des différents acteurs du système de santé plutôt que de la méfiance.

Une réflexion politique et citoyenne sur la durabilité de notre système de santé et de ses coûts

Josef Widler, PDC, canton de Zurich, médecin de famille, spécialiste FMH en médecine interne générale



J'ai grandi dans le quartier de Friesenberg, au pied de l'Uetliberg. Après ma maturité obtenue à Engelberg, j'ai étudié à Zurich. Avec ma femme, nous avons fondé une famille et élevé trois enfants. Aujourd'hui, j'ai la fierté d'avoir trois petits-enfants. Après 30 an-

nées, j'ai passé les rênes de mon cabinet de médecine de famille à Zurich à ma fille. Je m'occupe encore d'une centaine de patients en institut médico-social et j'assure une journée de consultations par semaine. En tant que président de la Société zurichoise de médecine et Conseiller cantonal, je m'engage pour les intérêts de nos patients.

Pour quelles priorités politiques voulez-vous vous engager d'une manière générale?

Au Palais fédéral, je m'engagerai pour que la médecine de premier recours reste également financable et garantie à l'avenir pour l'ensemble des malades et des personnes âgées de ce pays. Cela implique également que suffisamment de jeunes soient formés en Suisse pour devenir des médecins compétents et qu'ils exercent ce métier avec plaisir jusqu'à l'âge de la retraite! Au niveau cantonal, je m'engagerai pour que le pilotage des soins ambulatoires, qui est à prévoir, se fasse uniquement avec l'implication du corps médical.

Selon vous, quel thème politique ne bénéficie pas de l'attention nécessaire au Parlement?

J'ai l'impression que le Parlement se concentre tellement sur la thématique des coûts que les besoins de la population et les conditions-cadres pour une bonne prise en charge médicale n'ont pas leur place dans les discussions de politique de santé. Un véritable dialogue de politique de santé des acteurs nationaux et cantonaux est nécessaire, d'abord sur les objectifs de soins de santé et uniquement après sur la manière dont ces soins sont rendus accessibles et financés. C'est l'être humain qui doit à nouveau occuper la place centrale et non pas le franc!

Que signifie la médecine de premier recours pour vous et comment voyez-vous l'avenir des médecins de premier recours en Suisse?

Pour moi, une bonne médecine de premier recours est LA condition de base pour des soins de santé de grande qualité, efficaces et d'un bon rapport coût-efficacité. A l'avenir, la Suisse a plus que jamais besoin de médecins de famille bien formés. En effet, à une époque où il existe une surabondance d'informations et une multitude d'options thérapeutiques, non seulement les personnes âgées mais aussi les jeunes ont besoin d'interlocuteurs privilégiés compétents, qui les connaissent et en qui ils peuvent avoir confiance. Et quiconque veut endiguer les coûts peut uniquement y parvenir par le

biais d'un renforcement de la médecine de premier recours.

mfe s'engage pour les préoccupations des médecins de famille et de l'enfance.

Quelles devraient être selon vous les priorités de politique professionnelle de l'association les 5 prochaines années?

1 Pour la promotion de la formation: engagement pour que suffisamment de places de formation attractives soient créées pour les futurs médecins de famille et pédiatres.

2 Pour la promotion de la qualité de la formation: les futurs médecins de famille doivent bénéficier d'une vaste formation, chaque médecin de famille doit maîtriser de petites interventions chirurgicales, et les compétences en matière de maladies rhumatismales sont un aspect de plus en plus important.

3 Pour la promotion des places en cabinet: c'est une bonne chose que les jeunes médecins de famille n'aient plus peur de s'installer dans un cabinet en milieu rural. Nous devons nous affaïrer à créer davantage d'incitations pour les cabinets en dehors des villes et des agglomérations.

A quoi ressemble votre propre «formule d'une Suisse en bonne santé»?

La responsabilité individuelle et la solidarité sont les qualités indispensables pour une Suisse «en bonne santé».

www.josef-widler.ch

Markus Scheuring, PI, canton de Zurich, médecin de famille, spécialiste FMH en médecine interne générale, psychosomatique



Je suis né en 1950 à Zurich, ma ville natale que j'aime. J'y ai grandi. Avec ma femme Norma, nous avons deux enfants et une petite-fille. Depuis ma jeunesse, la dignité humaine, le bien-être des animaux et la justice dans la société me tiennent particu-

lièrement à cœur, et je m'engage pour ces causes. La Suisse, avec la démocratie directe et la Politique Intégrale (PI), m'offre la plateforme adéquate pour mener ces combats. Après un apprentissage, j'ai passé ma maturité comme seconde formation. J'ai pu accomplir mon désir de devenir médecin. Après l'obtention du titre de médecin spécialiste, je suis devenu médecin de famille dans le Säuliamt. La psychosomatique est devenue la base d'une vision holistique de l'être humain, englobant corps – âme – esprit.

Après avoir délaissé la pratique de la médecine générale, j'exerce aujourd'hui la psychothérapie à Zurich dans le cabinet «Arztpraxis Psychosomatik». Le fléau de la drogue à Zurich m'a profondément touché. Cela m'a poussé à m'engager durant des années pour le traitement de substitution des toxicomanes en tant que président de l'ARUD (centre de médecine de l'addiction). J'ai soutenu durant des années l'association «Ärztinnen und Ärzten für Tierschutz in der Medizin» (médecins pour la protection des animaux dans la médecine) en tant que président.

Sur le plan politique, j'ai été actif en m'engageant pour des initiatives de protection des animaux et de protection génétique.

Il me tient à cœur d'être membre de l'Akademie Menschenmedizin, où je fais partie du comité consultatif et suis tuteur d'étudiants en médecine. Je soutiens les efforts visant à rendre notre système de santé respectueux des besoins de l'être humain et financièrement abordable. Cela passe par une dissociation vis-à-vis de l'orientation lucrative, par un renforcement de la santé et par une stimulation de la responsabilité personnelle.

Les questions éthiques dans le domaine de la médecine sont particulièrement pertinentes et elles représentent un grand défi pour l'avenir.

Pour quelles priorités politiques voulez-vous vous engager d'une manière générale?

En premier lieu figure mon engagement pour un avenir durable pour les générations à venir, pour un monde où il est possible de vivre dignement.

Dans le domaine de la santé, la dissociation vis-à-vis de l'orientation lucrative, la stimulation de la responsabilité personnelle et la prévention sont des thèmes majeurs.

Les enjeux éthiques qui se posent au vu des immenses nouvelles possibilités techniques sont également essentiels.

Selon vous, quel thème politique ne bénéficie pas de l'attention nécessaire au Parlement?

La transition énergétique doit être et rester un thème important. Le thème de la prévention au sens large doit être davantage abordé concernant la dépendance, la violence, l'injustice sociale et les traumatismes en général. L'Etat doit être là pour les citoyens, et pas l'inverse.

Que signifie la médecine de premier recours pour vous et comment voyez-vous l'avenir des médecins de premier recours en Suisse?

La médecine de premier recours est menacée. Elle représente une priorité absolue

pour une population en bonne santé et un système de santé efficace, et elle a besoin d'un soutien politique fort. De bonnes possibilités de formation, un réseautage optimal avec les médecins spécialistes et les institutions stationnaires et une rémunération adéquate sont des aspects fondamentaux. La confiance de la population dans la médecine de premier recours peut ainsi être augmentée.

mfe s'engage pour les préoccupations des médecins de famille et de l'enfance.

Quelles devraient être selon vous les priorités de politique professionnelle de l'association les 5 prochaines années?

Prise d'influence dans le domaine de la formation. L'exercice de la médecine de premier recours est l'une des plus belles activités qui soient et elle est très gratifiante: ce message devrait davantage être véhiculé. Les revenus devraient correspondre au degré d'exigence élevé de cette activité.

A quoi ressemble votre propre «formule d'une Suisse en bonne santé»?

La bonne entente entre les médecins et les citoyens est fondamentale. La confiance doit être renforcée, ce qui permet également d'amener les gens à faire preuve d'une plus grande responsabilité personnelle. Le système de santé doit être rendu financable par le biais d'une utilisation judicieuse des possibilités techniques et d'une restriction des gains excessifs.

mfe
Haus- und Kinderärztliche Schweiz
Médécins de famille et de l'enfance Suisse
Medici di famiglia e dell'infanzia Svizzera

Responsabilité
rédactionnelle:
Sandra Hügli mfe

Correspondance:
Sandra Hügli-Jost
Responsable communication,
mfe – Médecins de famille et de l'enfance Suisse
Secrétariat général
Effingerstrasse 2
CH-3011 Berne
sandra.huegli[at]medecinsdefamille.ch

D'autres candidat-e-s de médecine interne générale:

Katharina Eva Wachter-Renfer

PEV, canton de Zurich, médecin généraliste et médecin scolaire, spécialiste FMH en médecine interne générale.